

avec le Gouvernement ou le parti au pouvoir, suivant notre conscience et nos lumières. Ce que le représentant de Peel a dit au sujet de la liberté que nous avons, en tant que membre de l'opposition, d'approuver ou de désapprouver la ligne de conduite du Gouvernement durant les périodes de discussion, nous en trouvons un exemple dans le désaccord qui existe entre le Gouvernement et certains de ceux qui faisaient partie de cette délégation.

Fort à propos, le discours du trône donne préséance, cette session-ci, à la crise internationale à laquelle le Canada et le reste du monde libre font face et aux problèmes qui s'y rattachent directement. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) a exposé brièvement la crise que les pays libres traversent et il a formulé certains principes généraux qui doivent, selon lui, nous permettre d'y faire face. La Chambre et le pays tout entier acceptent dans leur ensemble, je crois bien, les principes généraux que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous a exposés. Nous rendons tous hommage au sérieux avec lequel il aborde la question et à la lucidité de ses vues à cet égard. Il nous faudra connaître les vues des autres ministères avant de pouvoir affirmer que tous les ministères et le Gouvernement dans son ensemble comprennent aussi bien que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures toute la gravité de l'heure.

Ce soir, le ministre de la Défense nationale (M. Claxton) nous a donné les grandes lignes du programme de préparation adopté par le Gouvernement pour faire face à la crise actuelle. Sauf erreur, voici en résumé ce que nous a dit le ministre. Nous devons tout d'abord nous préparer à défendre nos propres côtes contre toute attaque. Nous devons également être prêts à nous porter à la défense des membres de l'OTAN s'ils sont attaqués. Nous devons nous disposer à nous porter à l'aide des Nations Unies, quand on nous lancera un appel, pour résister à l'agression n'importe où. Enfin, nous devons parer à l'éventualité d'une guerre totale. Ce programme, j'en suis sûr, ralliera le plein appui de chacun des députés de tous les partis représentés ici comme aussi de tous les Canadiens loyaux qui veulent assurer la survivance de la démocratie dans notre pays.

La principale question que se posent aujourd'hui les Canadiens, c'est celle de savoir si nous pourrions réprimer le communisme sans recourir à une guerre atomique totale. Les Canadiens ne veulent pas que leur pays soit conquis par les communistes; ils ne veulent pas vivre dans un monde dominé par les

rouges mais ils voudraient éviter la guerre, si cela se peut. Des millions de Canadiens espèrent qu'il sera possible d'enrayer le communisme sans recourir à la guerre. C'est ce qu'ils demandent au ciel. La réalisation de cet objectif constitue la principale responsabilité des gouvernements et des diplomates des pays libres. Dans cette tâche, ils ont besoin de l'appui de la population des pays qu'ils représentent.

Nous ne voulons pas accepter l'inévitabilité d'une guerre. Le seul fait de l'accepter peut fort bien rendre la guerre inévitable. Nous traversons une époque révolutionnaire peut-être la plus critique de l'histoire du monde. Des vagues de révolutions balayent l'univers. On ne peut guère les arrêter plus que les vagues de l'océan. Elles n'ont pas non plus nécessairement pour cause le communisme. Sans lui, sans la menace de l'impérialisme russe, nous aurions quand même à faire face à ces révolutions dans le monde entier.

L'ordre qui règne dans le monde depuis un siècle disparaît et nous voyons surgir un ordre nouveau. Ce nouvel ordre sera-t-il le communisme? Pourrions-nous conformer notre société démocratique aux besoins que réclament les populations, afin d'éviter la conquête du monde par les communistes? Tout dépendra de la rapidité avec laquelle la démocratie s'adaptera à la situation et satisfera les besoins du monde assez tôt pour arrêter la marche du communisme.

Nous devons peut-être éventuellement recourir à la guerre, voire à la guerre atomique. Je ne puis penser un seul instant que les nations démocratiques renonceront à leur liberté et se rendront au totalitarisme pas plus qu'elles n'ont voulu se soumettre au fascisme et au nazisme totalitaires, sans lutter jusqu'au bout avec toutes les armes dont elles disposent.

S'il est un cri de ralliement qui devrait sonner dans tout le monde libre d'aujourd'hui, c'est bien le suivant: "Peuples libres de la terre, unissez-vous! Vous n'avez rien à perdre, sauf votre liberté." Tous les peuples libres se rallieront à la cause de la démocratie et, si c'est nécessaire, mourront pour elle. Pour que les peuples d'Asie récemment libérés, et ceux qui ne l'ont pas encore été, se rangent du côté des pays occidentaux dans le conflit, il faut que la démocratie telle qu'on la connaît aujourd'hui procède à un bon nettoyage domestique. En effet, notre seul espoir de sauver la démocratie, avec ou sans la guerre, réside dans la rapidité avec laquelle la démocratie peut opérer ces réformes essentielles chez elle, afin de répondre aux besoins croissants des peuples du monde actuel.